

# Rapport de présentation des Budgets Primitifs 2022

Le projet de budget primitif 2022 fait suite au débat d'orientation budgétaire qui s'est tenu le 24 février 2022 et dont le rapport d'orientations présentait les éléments de contexte et de compréhension du budget principal et des budgets annexes.

Le présent rapport a pour objectif de donner de manière synthétique des explications sur le détail des masses budgétaires.

Un extrait des éditions réglementaires obligatoires complète cette information par la présentation budgétaire par chapitre et par article.

**Nota bene :** Les documents complets sont disponibles au siège de la Communauté.

Après une année 2020 particulièrement marquée par la crise sanitaire et une année 2021 permettant une forme partielle de retour à la normale, la Communauté de Communes Terres Toulouises, ambitieuse et volontariste, continue d'engager de nombreux projets, qui se retrouvent dans les propositions budgétaires de 2022.

Tel qu'indiqué à l'occasion du débat d'orientation budgétaire, la Communauté conserve une bonne situation financière.

Les différents budgets pour 2022 intègrent les conséquences des choix opérés antérieurement, mais doivent aussi permettre de préparer dès maintenant l'avenir.

Dans ce cadre, il est notamment prévu que la Communauté :

- Poursuive ses efforts pour assurer un service public de qualité aux habitants du territoire,
- Renforce le lien avec les communes (mutualisation, pacte financier et fiscal...) et les collectivités voisines,
- Investisse pour l'attractivité du territoire (accompagnement de la Région Grand Est dans le développement du Très Haut Débit, requalification du Parc de Haye, du Pôle Jeanne d'Arc, des abords de la gare ferroviaire de Toul sous maîtrise d'ouvrage SNCF...),
- Améliore et adapte ses équipements (requalification de la base nautique, études en perspective de la relocalisation du Relais Petite Enfance...)
- Mène une politique environnementale volontariste (réalisation du programme pluriannuel de travaux d'assainissement, travaux de sécurisation de l'alimentation en eau potable, évolution de la gestion des déchets ménagers, rivières, actions de mobilité alternative...)
- Soutienne les acteurs du territoire (milieu associatif, coopération décentralisée, tourisme...).

Le présent rapport détaille les ressources et les moyens mis en œuvre.

# Budget Principal

## LES PRODUITS

### Impôts et taxes (chapitre 73) :

Le « panier fiscal » de la CC2T a été fortement modifié en 2021 du fait des réformes de la fiscalité locale : suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (remplacée par une fraction de la taxe sur la valeur ajoutée nationale) et division par deux des impositions foncières des établissements industriels (remplacée par des allocations compensatrices versées par l'Etat).

**En 2022, aucune évolution des taux de fiscalité n'est prévue.** L'état 1259 de notification des bases prévisionnelles et taux de référence a été réceptionné. Le produit fiscal attendu est prévu comme suit :

	Taux 2016 CCT	Taux 2016 CC2H	TMP 2017 CC2T	TMP depuis 2018 CC2T	Taux moy. nat. CC à FPU *	Bases notifiées pour 2021 en K€	Bases notifiées pour 2022 en K€	Produit attendu pour 2022
Taxe d'habitation (TH)	10,10%	9,81%	10,05%	<b>10,05%</b>	8,66%	1 605	1 776	178 457
Taxe foncière sur le bâti (TFB)	0,056%	3,04%	0,759%	<b>1,30%</b>	2,44%	50 259	52 664	682 454
Taxe foncière sur le non bâti (TFNB)	1,53%	5,05%	2,36%	<b>2,36%</b>	7,53%	1 245	1 229	29 020
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	23,41%	20,14%	22,26%	<b>22,26%</b>	24,99%	15 331	16 181	3 602 545
							<b>Réal. 2021</b>	<b>Prév. 2022</b>
Fraction de taxe sur la valeur ajoutée nationale (TVA)							5 746 512	5 912 669
Cotisations sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)							2 731 952	2 608 885
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)							674 073	647 111
Taxe additionnelle foncière sur le non bâti (TAFNB)							46 791	46 992
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau (IFER)							1 162 099	1 179 538

\* Source : circulaire ministérielle de calcul de la DGF 2020

Alors que la révision forfaitaire des valeurs locatives des locaux à usage d'habitation est de +3,4% en 2022 (équivalent à l'évolution annuelle constatée en novembre 2021 de l'indice des prix à la consommation harmonisé), le chapitre 73 apparaît en baisse de 3,6 % en 2022 par rapport au réalisé précédent car des rôles supplémentaires ont été atypiques en 2021 (814 072 €). Le chapitre 73 intègre également :

- les attributions de compensation négatives reversées par les communes, 155 394 € ;
- la taxe de séjour, reversée intégralement à la Maison du Tourisme, estimée pour 2022 à 25 000 €.

### Dotations et participations (chapitre 74) :

La principale dotation perçue par la Communauté reste la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), fortement marquée ces dernières années par la baisse nationale décidée par l'Etat. Elle se compose de deux parts :

- la dotation de compensation, estimée à ce stade à 1 653 453 €, correspondant à un montant figé au titre des baisses de dotation de 1998 et 2001, et de l'ancienne « part salaires » de la taxe professionnelle, à laquelle est appliquée chaque année une diminution ;
- la dotation d'intercommunalité, estimée à ce stade à 640 344 €.

**La CC2T reste dans l'attente de la communication de ces dotations : une décision budgétaire modificative sera par conséquent opérée en cours d'exercice.**

Le chapitre 74 intègre les compensations de fiscalité directe versées par l'Etat (attendues à 2 145 794 € pour 2022).

En outre, la Communauté reçoit d'autres dotations et subventions, notamment les aides de la CAF et de la MSA au fonctionnement des crèches de Bois-de-Haye, de Manonville et du Relais Petite Enfance (710 000 € prévus pour 2022), les aides perçues par le chantier d'insertion de la Communauté (240 000 € prévus pour 2022), les aides versées pour l'aire d'accueil des gens du voyage (50 000 € prévus pour 2022), etc.

### **Produits du domaine et ventes diverses (chapitre 70) :**

Les prévisions comprennent :

- les refacturations aux budgets annexes de l'eau, de l'assainissement, des ordures ménagères et de la mobilité des charges supportées par le budget principal (2 080 000 €, +14% suite aux recrutements intervenus) ;
- les produits du centre aquatique Ovide (500 000 € du fait des contraintes sanitaires, contre 716 655 € en 2019) ;
- les participations des familles au fonctionnement des crèches de Bois-de-Haye et Manonville (220 000 €) ;
- les prestations facturées par le chantier d'insertion (100 000 €) ;
- divers autres produits provenant de la pépinière d'entreprises, des aires des gens du voyage, des services mutualisés, etc. (93 000 €).

### **Autres produits :**

Les recettes prévues au chapitre 75 couvrent notamment les loyers encaissés sur le budget principal et la redevance versée par le concessionnaire du réseau de chaleur.

Les recettes exceptionnelles prévues au chapitre 77 intègrent notamment les remboursements de l'assurance statutaire (et, en réalisation uniquement, le produit d'éventuelles cessions d'immobilisations).

Les opérations d'ordre de transfert entre sections du chapitre 042 intègrent les reprises des subventions d'équipements transférables.

L'excédent de fonctionnement reporté au 002 s'élève à 1 317 000,02 €.

Chap.	<b><u>SECTION DE FONCTIONNEMENT</u></b>	Budget cumulé 2021 (y compris DM et VC)	Réalisé 2021	Taux de réalisation sur BP actualisé	Proposition de budget primitif 2022	Taux d'évolution de budget actualisé à BP	Taux d'évolution de CA à BP
002	Résultat de fonctionnement reporté	979 829,32	979 829,32	100,0%	1 317 000,02	+34,4%	+34,4%
013	Atténuation de charges	30 000,00	43 749,18	145,8%	30 000,00	0,0%	-31,4%
70	Produits du domaine et ventes diverses	2 677 000,00	2 641 576,70	98,7%	2 993 000,00	+11,8%	+13,3%
73	Impôts et taxes	14 823 694,00	15 631 912,50	105,5%	15 068 065,00	+1,6%	-3,6%
74	Dotations et participations	5 438 401,00	5 180 373,89	95,3%	5 545 341,00	+2,0%	+7,0%
75	Autres produits de gestion courante	139 000,00	130 550,66	93,9%	139 000,00	0,0%	+6,5%
77	Produits exceptionnels	115 000,00	141 773,50	123,3%	65 000,00	-43,5%	-54,2%
78	Reprises sur provisions	0,00	0,00		0,00		
	<b>REC. REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>24 202 924,32</b>	<b>24 749 765,75</b>	<b>102,3%</b>	<b>25 157 406,02</b>	<b>+3,9%</b>	<b>+1,6%</b>
	<b>Rec. réelles hors résultat antérieur reporté</b>	<b>23 223 095,00</b>	<b>23 769 936,43</b>	<b>102,4%</b>	<b>23 840 406,00</b>	<b>+2,7%</b>	<b>+0,3%</b>
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	365 000,00	351 427,23	96,3%	400 000,00	+9,6%	+13,8%
	<b>REC. D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>365 000,00</b>	<b>351 427,23</b>	<b>96,3%</b>	<b>400 000,00</b>	<b>+9,6%</b>	<b>+13,8%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>24 567 924,32</b>	<b>25 101 192,98</b>	<b>102,2%</b>	<b>25 557 406,02</b>	<b>+4,0%</b>	<b>+1,8%</b>

## LES CHARGES

Chap.	<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	Budget cumulé 2021 (y compris DM et VC)	Réalisé 2021	Taux de réalisation sur BP actualisé	Proposition de budget primitif 2022	Taux d'évolution de budget actualisé à BP	Taux d'évolution de CA à BP
011	Charges à caractère général	2 562 510,00	2 364 981,68	92,3%	2 790 267,00	+8,9%	+18,0%
012	Charges de personnel	5 650 000,00	5 289 492,10	93,6%	5 880 000,00	+4,1%	+11,2%
014	Atténuation de produits	10 233 345,00	10 214 412,48	99,8%	10 454 702,00	+2,2%	+2,4%
022	Dépenses imprévues	106 470,32	0,00	0,0%	50 000,00	-53,0%	
65	Autres charges de gestion courantes	3 000 401,00	2 937 475,74	97,9%	2 992 543,00	-0,3%	+1,9%
66	Charges financières	195 000,00	188 720,06	96,8%	190 000,00	-2,6%	+0,7%
67	Charges exceptionnelles	105 000,00	76 012,53	72,4%	50 000,00	-52,4%	-34,2%
68	Dotations aux provisions	8 039,00	8 039,00	100,0%	0,00	-100,0%	-100,0%
	<b>DEP. REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>21 860 765,32</b>	<b>21 079 133,59</b>	<b>96,4%</b>	<b>22 407 512,00</b>	<b>+2,5%</b>	<b>+6,3%</b>
023	Virement à la section d'investissement	1 512 159,00	0,00	0,0%	1 874 894,02	+24,0%	
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 195 000,00	1 194 904,91	100,0%	1 275 000,00	+6,7%	+6,7%
	<b>DEP. D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>2 707 159,00</b>	<b>1 194 904,91</b>	<b>44,1%</b>	<b>3 149 894,02</b>	<b>+16,4%</b>	<b>+163,6%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>24 567 924,32</b>	<b>22 274 038,50</b>	<b>90,7%</b>	<b>25 557 406,02</b>	<b>+4,0%</b>	<b>+14,7%</b>

### Charges à caractère général (chapitre 011) :

Le chapitre 011 comporte notamment les prévisions suivantes :

- **770 011 € au titre des fluides en forte inflation** (eau et assainissement, électricité, réseau de chaleur et carburants), aux deux tiers pour le centre aquatique Ovide, mais également pour les services techniques, les bâtiments du siège, de la zone tertiaire du bâtiment dit 001, pour les aires d'accueil et de grand passage des gens du voyage, les crèches et pour l'éclairage des zones économiques communautaires ;  
*Nota : la hausse de ce poste de dépenses explique à lui seul 13% de la progression du chapitre 011 (CA à BP).*
- 631 468 € au titre des cotisations au Pays Terres de Lorraine, aux organismes satellites (Maison du Tourisme, Mission Locale, ADSN), à l'agence de développement Lorr'up, aux instances représentatives et de conseil (ADM54, ADCF, Espaces & Territ.), ainsi qu'au titre de la participation de la CC2T au service mutualisé Terres de Lorraine Urbanisme (TDLU) pour le Système d'Information Géographique ;
- 290 722 € au titre des différents contrats de maintenance, d'entretien et de téléphonie ;
- 230 000 € au titre de la contribution au service pluvial (contribution forfaitaire versée au budget annexe de l'assainissement) ;
- 212 445 € au titre des divers achats (équipements et fournitures des services techniques, alimentation et couches des crèches de Bois-de-Haye et Manonville, fournitures d'entretien des lieux recevant du public, fournitures administratives) ;
- 159 015 € au titre des assurances multirisques et statutaires ;
- 51 500 € au titre de la communication et des insertions légales ;
- 445 106 € au titre des autres prestations externalisées et divers impôts locaux, taxes et versements assimilés.

### Charges de personnel (chapitre 012) :

Les charges de personnel, détaillées dans le cadre du rapport d'orientation budgétaire s'établissent à 5,88M€, soit environ 26% des dépenses réelles de fonctionnement du budget principal (la moyenne nationale des collectivités de communes à fiscalité professionnelle unique se situe à 40,6% - *source DGCL « Les collectivités locales en chiffres 2021 »*).

**Il importe de préciser que le budget principal porte la masse salariale de l'ensemble des services, celle-ci faisant l'objet d'une refacturation partielle aux budgets annexes. Hors budgets annexes, la masse salariale s'établit à environ 3,9M€.**

L'évolution de la prévision de la masse salariale de la Communauté pour 2022 a été exposée lors du débat d'orientation budgétaire. Elle tient notamment compte de l'effet en année pleine des recrutements intervenus en 2021, de la mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 2022 de l'augmentation du nombre de titres restaurants pris en charge à parité par la Communauté et les agents et de la participation à la mutuelle des agents décidée au conseil communautaire de décembre 2021, des revalorisations des grilles des agents de catégorie C, des autres évolutions réglementaires et de la progression de carrière des agents (« glissement vieillesse / technicité »).

**La potentielle revalorisation du point d'indice n'a pas été intégrée à ce stade.**

### **Atténuations de produits (chapitre 014) :**

Les atténuations de produits, stables, comprennent :

- la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) à destination de l'ensemble des communes, portée de 500 000 à 700 000 € ;
- les attributions de compensation positives versées aux communes maintenues à 8 091 935 € ;
- le prélèvement au titre du Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (neutralisation financière de la réforme de la taxe professionnelle), définitivement arrêté à 1 309 862 € ;
- le prélèvement opéré au titre du Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC), estimé à ce stade à 300 000 €, dont il est de nouveau proposé une prise en charge intégrale par la Communauté ;
- le reversement de la taxe de séjour perçue, recette affectée à la Maison du Tourisme, soit 25 000 € à l'identique de la prévision de produits (sans impact sur l'équilibre budgétaire).

### **Dépenses imprévues (chapitre 022) :**

Les dépenses imprévues ne peuvent excéder 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ; à ce stade il est proposé d'inscrire 50 000 € à ce titre en section de fonctionnement.

### **Autres charges de gestion courantes (chapitre 65) :**

Les autres charges de gestion courante comprennent en premier lieu des participations obligatoires :

- la contribution au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) : 1 628 796 € ; dont la hausse importante liée au nouveau mode de calcul est lissée sur 20 ans,
- la contribution au Syndicat Mixte Grand Toulousain (SMGT) : 793 050 € ;
- la contribution à l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Meurthe-Madon : 126 000 € ;
- les contributions à la Métropole Sud Lorraine : 58 000 €, et au Sillon Lorrain : 5 000 € ;
- les contributions au Parc naturel régional de Lorraine (PNRL) et à l'EPA Dév.54 : 3 758 €.

Les indemnités des élus et leurs frais de mission et de formation sont également imputés au chapitre 65, pour une prévision à hauteur de 235 000 € en 2022.

Le projet de budget intègre une subvention exceptionnelle de 10 000 € à destination des victimes du conflit ukrainien, au titre du dispositif FACECO.

Les autres subventions de fonctionnement représentent un montant de 95 000 € qui couvre l'enveloppe d'aide aux projets associatifs d'intérêt communautaire, l'accompagnement à la commune de Toul pour l'animation du dispositif OPAH RU, l'abondement du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) géré par la Mission Locale...

Sont également prévus 37 939 € de charges diverses (logiciels en ligne, créances éteintes...).

### **Charges financières (chapitre 66) :**

La prévision en matière de charge de la dette peut être arrêtée à 188 000 € grâce au maintien de taux bas. Pour mémoire, l'encours de dette du budget principal s'élève à 5 427 615,64 € au 1<sup>er</sup> janvier 2022, essentiellement lié au financement du centre aquatique Ovide.

Ce chapitre comprend également 2 000 € de frais liés au fonctionnement de la régie du centre aquatique Ovide.

### **Charges exceptionnelles (chapitre 67) :**

Les charges exceptionnelles, annuellement variables par nature et marginales en proportion du budget communautaire, sont proposées à hauteur de 50 000 € en 2022.

### **Dotations aux provisions (chapitre 68) :**

Il n'est pas prévu de constitution de provision au stade du vote du budget primitif.

### **Virement à la section d'investissement (chapitre d'ordre 023) :**

Le virement de section à section, prévu dans le cadre de l'équilibre budgétaire de chacune des sections, n'est jamais réalisé, ce qui fausse le taux de variation global entre réalisé 2021 et prévision 2022.

### **Opération d'ordre de transfert entre sections (chapitre d'ordre 042) :**

La prévision correspond aux dotations aux amortissements liées aux biens actuellement intégrés à l'inventaire.

## LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Chap.	RECETTES D'INVESTISSEMENT	Prévisions 2022	Chap.	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	Prévisions 2022
024	Produits des cessions	0,00	001	Solde d'exécution reporté	838 018,39
10	Reprise sur apports, dot. et rés.	1 827 352,46	020	Dépenses imprévues	33 747,23
13	Subventions d'invest. reçues	498 940,55	16	Emprunt et dettes assimilées	470 000,00
16	Emprunt et dettes assimilées	1 000 000,00	20	Immobilisations incorporelles	363 539,80
27	Autres immo. financières	90 223,80	204	Subventions d'équipement versées	229 989,43
45	Comptabilité distincte rattachée	0,00	21	Immobilisations corporelles	1 742 172,34
			23	Immobilisations corporelles en cours	0,00
	<b>RECETTES REELLES D'INV</b>	<b>3 416 516,81</b>	27	Autres immobilisations financières	1 350 000,00
021	Virement de la section de fonct.	1 874 894,02	45	Comptabilité distincte rattachée	4 983,64
040	Op. d'ordre de transfert entre sect.	1 275 000,00	OPI.	Opérations individualisées	1 133 960,00
041	Opérations patrimoniales	150 000,00	040	Op. d'ordre de transfert entre sect.	400 000,00
	<b>RECETTES D'ORDRE D'INV</b>	<b>3 299 894,02</b>	041	Opérations patrimoniales	150 000,00
<b>TOT.</b>	<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>6 716 410,83</b>	<b>TOT.</b>	<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>6 716 410,83</b>

Le projet de budget principal intègre notamment en dépenses d'investissement (*crédits nouveaux + reportés*) :

- Le versement d'une avance sur la participation du concédant à l'aménageur SEBL au titre du Parc de Haye (700 000 €) et au titre de la Zone d'Aménagement Concertée de l'Espace K (350 000 €), ainsi qu'une avance remboursable au budget annexe dédié à la commercialisation de foncier économique du Pôle Industriel Toul Europe (200 000 €)
- Une enveloppe permettant de poursuivre le projet décalé d'extension du centre aquatique (50 000 €)
- Des acquisitions de terrains complémentaires pour l'assiette du projet INSERRE (497 177 €)
- Le remboursement en capital de la dette (465 000 €)
- Le concours de la CC2T au Numérique en accompagnement de la Région Grand Est (452 160 €)
- La poursuite des études et interventions en matière de rivières et Espaces naturels sensibles (451 809 €), avec notamment la restauration du Terrouin amont et la renaturation de l'Esch et de ses affluents
- Des études pour le futur schéma directeur de gestion des eaux pluviales et diverses interventions (224 120 €)
- L'enveloppe au titre des aides versées en matière d'habitat (211 889 €)
- Les études et premiers travaux de la réhabilitation de la base nautique d'aviron André Vecker (200 000 €)
- Des études et premières interventions pour l'opération de réhabilitation du pôle Jeanne d'Arc (188 639 €)
- Des travaux d'amélioration des aires destinées aux gens du voyage (140 558 €)
- La poursuite du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et d'Habitat et la réalisation du règlement local de publicité intérieur (140 000 € de crédits en 2022)
- Des investissements nécessaires au service mutualisé du ST2i – tracteur, tondeuse, remorque... (132 288 €)
- Les investissements annuels nécessaires au maintien du centre aquatique Ovide (102 665 €)
- Une participation à la société de projet pour la centrale solaire d'Ecrouves (100 000 €)
- Des études pour la création d'un nouveau bâtiment technique communautaire (95 800 €)
- L'acquisition des terrains délaissés dans le cadre de la clôture du projet Côte à Côte (90 858 €)
- Une première enveloppe pour l'installation de vidéosurveillance au sein des zones d'activité (83 850 €)
- Les travaux relatifs au déplacement du monument du 15<sup>ème</sup> RGA en préparation de l'installation de locaux temporaires (62 000 €)
- Le renouvellement du système d'information de gestion financière (60 000 €)
- Des équipements et aménagements au sein des structures de la petite enfance, dont les études pour la relocalisation du Relais Petite Enfance (52 979 €)
- Le reversement aux communes des aides du Syndicat Départemental d'Electricité (50 000 €)
- La climatisation de la Maison du Tourisme à Toul (25 000 €)
- La reprise du hall d'accueil de la Communauté (20 000 €)

La section d'investissement est financée par :

- les excédents de fonctionnement capitalisés (article 1068) ;
- le virement de la section de fonctionnement et les dotations aux amortissements ;
- des subventions d'équipement et du Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) estimé à partir des dépenses éligibles prévues au projet de budget 2022 ;
- les remboursements d'avances versées ;
- **un recours à l'emprunt estimé à ce stade à 1 000 000 € pour 2022.**

# Les budgets annexes

## **ORDURES MENAGERES**

Le choix d'une tarification incitative des ordures ménagères a été fait par la collectivité (ex-CCT) il y a 10 ans. Pionnière dans ce domaine, la communauté de communes poursuit les efforts engagés pour la réduction des déchets ultimes et l'encouragement au tri, afin d'améliorer l'impact environnemental de la production de déchets et de mieux en maîtriser le coût.

Grâce aux actions passées, l'excédent de fonctionnement reporté de ce budget annexe reste conséquent (1,6M€). Les recettes 2022 intègrent la revalorisation des bases foncières de 3,4% et une tendance à l'augmentation des reprises de matières en cours d'année, sans modification des taux de TEOM et de part incitative en 2022.

Toutefois, les dépenses prévues pour 2022 sont en progression notable : inflation, augmentation des coûts de traitement et de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP), communication renforcée et dotation supplémentaire aux communes.

Dans ce contexte, ce budget annexe a une épargne brute négative (recettes réelles prévisionnelles de l'exercice inférieures aux dépenses réelles prévisionnelles de l'exercice).

L'année 2022 doit donc servir de transition (évolution des modalités de collecte, gestion des biodéchets, recherche d'une solution mutualisée de traitement des déchets, renouvellement des marchés, réflexion sur le financement).

Le programme d'investissement intègre notamment en 2022 la conversion d'une partie du parc des conteneurs d'apport volontaire actuels pour accueillir le nouveau flux « fibreux », le déploiement de la collecte des biodéchets au second semestre et la poursuite du programme de déploiement des plates-formes de déchets verts.

## **ASSAINISSEMENT**

Le budget annexe de l'assainissement tient compte des tarifs réhaussés au niveau de l'inflation 2021 (+3,2%).

Les dépenses prévues pour 2022 sont également en progression (notamment inflation, recrutements, problématique de gestion des boues à traiter, divers compléments nécessaires).

En matière d'investissements, le projet de budget pour 2022 intègre notamment :

- L'assainissement de communes non assainies :
  - Bouvron (80% de 1,5M€ HT),
  - Boucq (2M€ HT),
  - Les communes du Nord du territoire (première enveloppe d'un programme de 7,3M€ HT),
  - Laneuveville-derrière-Foug (poursuite des études pour 77K€),
- L'étude de modernisation des réseaux de Foug (120K€ - nouvelle autorisation de programme),
- En matière de gestion patrimoniale des réseaux, la programmation des travaux est établie en lien avec les projets des communes. C'est une enveloppe de 1M€ HT qui est projetée.

Le recours à l'emprunt est prévu en 2022 à hauteur de 2,5M€.

## **EAU POTABLE**

Le défi de la reprise en régie, notamment de la relation aux usagers, a été relevé, avec l'appui important de prestations de services externalisées (1,7M€ HT). Les dépenses prévues pour 2022 sont également en progression.

Après une première phase de maintien général des tarifs durant 3 ans, la question de l'évolution du prix de l'eau à compter de 2023 a déjà fait l'objet d'un premier examen en commission. La réflexion va se poursuivre en 2022.

Le programme pluriannuel d'investissement est en cours d'élaboration. Le projet de budget intègre notamment :

- Des travaux de sécurisation de l'alimentation en eau potable du Parc de Haye (2M€ HT de crédits pour 2022 pour un programme de 4,1M€ HT), et de Lagny et Ménil-la-Tour via Lucey (370K€ HT),
- Une programmation de gestion patrimoniale, accompagnement des communes et sécurité (0,8M€ HT) ;
- La réhabilitation de la station Saint Mansuy (nouveau programme de 380K€ HT, 110K€ HT de crédits 2022),
- Des opérations de renouvellement de conduite aidées (à arbitrer, 1M€ HT).

Le recours à l'emprunt est prévu en 2022 à hauteur de 1M€.

## **MOBILITE**

En plus des services de transports publics collectifs (transports scolaires, lignes régulières, transport à la demande) proposés quotidiennement sur les 41 communes du territoire par le réseau communautaire Colibri, la CC2T engage des actions complémentaires à l'offre de transport public : réalisation d'aires de co-voiturage subventionnées par l'APRR (société des autoroutes Paris Rhin-Rhône), réhabilitation des abribus dans les communes, création de bornes de recharge électrique pour les véhicules, réalisation d'un schéma des pistes cyclables en vue d'améliorer les mobilités du quotidien.

Dans le cadre de la délégation de service public, les dépenses directes du service et le produit de la billetterie ne sont plus portés par ce budget annexe mais par la société du délégataire, Terres Toulaises Mobilité, à laquelle la CC2T reverse une subvention forfaitaire d'exploitation (2,3M€). En l'absence de TVA collectée par la Communauté, le budget annexe est désormais équilibré toutes taxes comprises.

Le financement du budget annexe de la mobilité est principalement assuré, sans dotation du budget principal, par :

- le Versement Mobilité (VM), au taux de 0,55%, des employeurs des secteurs public et privé qui emploient 11 salariés et plus, estimé provisoirement à ce stade à 1,4M€ ;
- la compensation reversée par la Région Grand Est conformément à la délibération du 7 février 2019 (1,5M€) ;
- l'excédent d'exploitation reporté (1,7M€).

## **PÔLE INDUSTRIEL TOUL EUROPE**

En plus du budget spécifique de ZAC (zone d'aménagement concerté) de l'espace K, porté par le concessionnaire SEBL, la Communauté a confié à l'Etablissement Public Foncier Grand Est (EPFGE) une opération de portage foncier sur le Pôle Industriel Toul Europe (PITE) pour la commercialisation auprès des prospects qui n'est pas assurée directement par l'EPFL. Par ailleurs, diverses opérations sont assurées directement sous maîtrise d'ouvrage communautaire.

Le budget primitif 2022 est constitué en recettes de la reprise de l'excédent 2021, d'aides obtenues dans le cadre du plan de relance, d'une avance assurée par le budget principal (0,2M€), et en dépenses d'un montant d'acquisitions et aménagements équivalent. Les remboursements de financement pourront être opérés après cessions des terrains acquis.

## **ZONE ARTISANALE DE NOVIANT-AUX-PRES**

La zone artisanale de Noviant-aux-Prés accueille deux sociétés et fait l'objet d'un budget annexe spécifique assujéti à la TVA. Ce budget est financé par les loyers et charges des locataires. Les dépenses correspondent aux frais d'entretien et aux investissements nécessaires pour cette zone.

En 2022 est prévue la réfection par encapsulage de la toiture en fibrociment (220K€), financée par les excédents antérieurs et par un emprunt spécifique (40K€).

## **PÔLE JEANNE D'ARC**

Par délibération en date du 25 mars 2021, le conseil communautaire s'était prononcé pour la création d'un budget annexe assujéti à la TVA pour l'opération d'aménagement du Pôle Jeanne d'Arc. La mise en œuvre de cette opération a ensuite été revue :

- 1<sup>ère</sup> phase concernant la création d'un giratoire sur la RD 400 intégralement prise en charge par le département de Meurthe-et-Moselle,
- 2<sup>ème</sup> phase relative aux équipements publics de la zone portée par le budget principal de la CC2T,
- 3<sup>ème</sup> phase concernant l'aménagement de la friche de l'ancien hôpital Jeanne d'Arc confiée à un aménageur qui sera recruté courant 2022.

Aussi ce budget annexe ne sera finalement pas employé.



**BALANCES GENERALES ET EDITIONS DETAILLEES****BUDGET PRINCIPAL****BALANCE GENERALE :**

en €	Dépenses	Recettes
Investissement	6 716 410,83	6 716 410,83
Fonctionnement	25 557 406,02	25 557 406,02
<b>TOTAL</b>	<b>32 273 816,85</b>	<b>32 273 816,85</b>

**Total des opérations réelles/mixtes et d'ordre :**

en €	Dépenses		Recettes	
	Réelles et mixtes	Ordre	Réelles et mixtes	Ordre
Investissement	6 166 410,83	550 000,00	3 416 516,81	3 299 894,02
Fonctionnement	22 407 512,00	3 149 894,02	25 157 406,02	400 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>28 573 922,83</b>	<b>3 699 894,02</b>	<b>28 573 922,83</b>	<b>3 699 894,02</b>

**BUDGET ORDURES MENAGERES****BALANCE GENERALE :**

en €	Dépenses	Recettes
Investissement	1 224 009,11	1 224 009,11
Fonctionnement	6 831 167,62	6 831 167,62
<b>TOTAL</b>	<b>8 055 176,73</b>	<b>8 055 176,73</b>

**Total des opérations réelles/mixtes et d'ordre :**

en €	Dépenses		Recettes	
	Réelles et mixtes	Ordre	Réelles et mixtes	Ordre
Investissement	1 139 009,11	85 000,00	172 841,49	1 051 167,62
Fonctionnement	5 810 000,00	1 021 167,62	6 776 167,62	55 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>6 949 009,11</b>	<b>1 106 167,62</b>	<b>6 949 009,11</b>	<b>1 106 167,62</b>

**BUDGET ASSAINISSEMENT****BALANCE GENERALE :**

en €	Dépenses	Recettes
Investissement	7 702 449,00	7 702 449,00
Fonctionnement	4 805 544,59	4 805 544,59
<b>TOTAL</b>	<b>12 507 993,59</b>	<b>12 507 993,59</b>

**Total des opérations réelles/mixtes et d'ordre :**

en €	Dépenses		Recettes	
	Réelles et mixtes	Ordre	Réelles et mixtes	Ordre
Investissement	7 387 449,00	315 000,00	5 516 404,41	2 186 044,59
Fonctionnement	2 719 500,00	2 086 044,59	4 590 544,59	215 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>10 106 949,00</b>	<b>2 401 044,59</b>	<b>10 106 949,00</b>	<b>2 401 044,59</b>

**BUDGET EAU**BALANCE GENERALE :

en €	Dépenses	Recettes
Investissement	6 124 225,35	6 124 225,35
Fonctionnement	6 369 095,09	6 369 095,09
<b>TOTAL</b>	<b>12 493 320,44</b>	<b>12 493 320,44</b>

Total des opérations réelles/mixtes et d'ordre :

en €	Dépenses		Recettes	
	Réelles et mixtes	Ordre	Réelles et mixtes	Ordre
Investissement	5 824 225,35	300 000,00	4 182 371,26	1 941 854,09
Fonctionnement	4 577 241,00	1 791 854,09	6 219 095,09	150 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>10 401 466,35</b>	<b>2 091 854,09</b>	<b>10 401 466,35</b>	<b>2 091 854,09</b>

**BUDGET MOBILITE**BALANCE GENERALE :

en €	Dépenses	Recettes
Investissement	1 150 664,26	1 150 664,26
Fonctionnement	4 710 297,31	4 710 297,31
<b>TOTAL</b>	<b>5 860 961,57</b>	<b>5 860 961,57</b>

Total des opérations réelles/mixtes et d'ordre :

en €	Dépenses		Recettes	
	Réelles et mixtes	Ordre	Réelles et mixtes	Ordre
Investissement	1 149 664,26	1 000,00	314 866,95	835 797,31
Fonctionnement	3 874 500,00	835 797,31	4 709 297,31	1 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>5 024 164,26</b>	<b>836 797,31</b>	<b>5 024 164,26</b>	<b>836 797,31</b>

**BUDGET ZAR**BALANCE GENERALE :

en €	Dépenses	Recettes
Investissement	245 445,98	245 445,98
Fonctionnement	148 289,02	148 289,02
<b>TOTAL</b>	<b>393 735,00</b>	<b>393 735,00</b>

Total des opérations réelles/mixtes et d'ordre :

en €	Dépenses		Recettes	
	Réelles et mixtes	Ordre	Réelles et mixtes	Ordre
Investissement	240 445,98	5 000,00	103 906,96	141 539,02
Fonctionnement	11 750,00	136 539,02	148 289,02	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>252 195,98</b>	<b>141 539,02</b>	<b>252 195,98</b>	<b>141 539,02</b>

**BUDGET PITE**  
**BALANCE GENERALE :**

en €	Dépenses	Recettes
Investissement	409 088,61	409 088,61
Fonctionnement	838 671,61	838 671,61
<b>TOTAL</b>	<b>1 247 760,22</b>	<b>1 247 760,22</b>

Total des opérations réelles/mixtes et d'ordre :

en €	Dépenses		Recettes	
	Réelles et mixtes	Ordre	Réelles et mixtes	Ordre
Investissement	0,00	409 088,61	409 088,61	0,00
Fonctionnement	838 671,61	0,00	429 583,00	409 088,61
<b>TOTAL</b>	<b>838 671,61</b>	<b>409 088,61</b>	<b>838 671,61</b>	<b>409 088,61</b>

**BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES CUMULES**

BALANCE GENERALE :

en €	Dépenses	Recettes
Investissement	23 572 293,14	23 572 293,14
Fonctionnement	49 260 471,26	49 260 471,26
<b>TOTAL</b>	<b>72 832 764,40</b>	<b>72 832 764,40</b>

Total des opérations réelles/mixtes et d'ordre :

en €	Dépenses		Recettes	
	Réelles et mixtes	Ordre	Réelles et mixtes	Ordre
Investissement	21 907 204,53	1 665 088,61	14 115 996,49	9 456 296,65
Fonctionnement	40 239 174,61	9 021 296,65	48 030 382,65	1 230 088,61
<b>TOTAL</b>	<b>62 146 379,14</b>	<b>10 686 385,26</b>	<b>62 146 379,14</b>	<b>10 686 385,26</b>

Les documents complets sont disponibles au siège de la Communauté.